

«Les échanges mondiaux sont vitaux»

COMMERCE Après deux ans à l’OMC, Ralph Ossa se consacre de nouveau à la recherche et à l’enseignement. Il revient sur les conséquences de la montée en puissance du protectionnisme et les mesures pour inclure davantage de citoyens dans la globalisation

PROPOS RECUEILLIS
PAR LASSILA KARUTA, ZURICH

Il est l’un des grands spécialistes du commerce international. Ralph Ossa a accueilli *Le Temps* dans son bureau de l’Université de Zurich, fraîchement investi, après avoir occupé le poste d’économiste en chef de l’Organisation mondial du commerce de janvier 2023 à juin 2025, à Genève. Une position privilégiée pour observer et influencer les soubresauts du commerce mondial, à un moment où le protectionnisme est la solution privilégiée par de nombreux pays. Il décrypte les mécanismes à l’œuvre lors des négociations entre les Etats-Unis et ses partenaires à quelques jours du 1er août, date à laquelle Washington compte annoncer les tarifs douaniers qui seront appliqués aux autres pays.

Vous étiez aux premières loges pour constater que la mondialisation, tout comme le rôle de l’OMC, est remise en question depuis quelques années. Et la guerre commerciale lancée par Donald Trump a renforcé cette évolution. Est-ce la fin de la globalisation telle que nous la connaissons? Le commerce mondial fait en effet face à d’énormes défis avec la montée du protectionnisme. Après l’arrivée du nouveau gouvernement américain, nous nous sommes concentrés à l’OMC sur les recherches liées à l’impact des nouvelles taxes sur le commerce mondial. Nous nous trouvons dans un champ quasi vierge car dans l’histoire récente nous n’avons pas d’exemple de tarifs ayant des implications aussi larges. Ce qui est certain, c’est que ces mesures protectionnistes pèseront sur les échanges cette année. En même temps, il est crucial de mettre en perspective ce qui en train de se passer avec des chiffres pour contrer notamment le narratif selon lequel la mondialisation est quasi morte, et que l’OMC est inutile.

A quelles statistiques pensez-vous? Dans le contexte actuel de tensions entre les deux premières puissances économiques, il est important de relever que le commerce bilatéral entre les Etats-Unis et la Chine ne représente que 3% du commerce mondial des marchandises. Cela ne veut pas dire que ce n’est pas important, mais ce n’est que 3%. L’autre statistique qui me semble très pertinente est que seulement 13% des importations de biens au niveau mondial sont acheminées vers les Etats-Unis, ce qui signifie que les 87% restants vont dans les autres pays. Les échanges mondiaux, sans tenir compte des Etats-Unis, sont donc vitaux.

L’OMC a besoin de réformes mais les réglementations développées par cet organe continuent de guider les échanges mondiaux. La part du commerce mondial qui est réalisée sous les tarifs de la nation la plus favorisée de l’OMC, (c’est-à-dire les pays pour lesquels l’OMC négocie des tarifs) par opposition, par exemple, aux accords de libre-échange ou aux tarifs américains actuels illustre bien cette réalité. En janvier, cette part était de 83% et elle est descendue à 74% à cause des surtaxes états-uniennes et des différentes contre-mesures des autres pays. Cela signifie que le commerce mondial international est bien vivant et qu’il se déroule toujours sous l’égide de l’OMC.

Si le commerce en dehors des Etats-Unis est beaucoup plus important, pourquoi de nombreux gouvernements ont fait la cour à Donald Trump ces derniers mois? Pour certains pays, le commerce avec les Etats-Unis revêt une importance cruciale. Il y a notam-

PROFIL

1978

Naissance.

2008

Professeur associé d’économie à l’Université de Chicago.

2017

Arrivée à l’Université de Zurich en tant que professeur de commerce international.

2023

Débuts à l’OMC en tant que chef économiste.



Ralph Ossa: «La Suisse a une politique commerciale que je trouve intelligente.» (ZURICH, 21 JUILLET 2025/DOMINIC BÜTTNER POUR LE TEMPS)

ment le Canada et le Mexique. Et puis je pense à des pays à très faibles revenus comme le Lesotho.

Pourquoi le Lesotho? Je me base sur les statistiques. Le montant des biens que ce pays d’Afrique australe exporte vers les Etats-Unis n’est pas très important mais il y a environ 300000 emplois dans le secteur textile qui dépendent des produits de denim acheminés vers la première puissance mondiale. Et perdre son travail au Lesotho, ou au Vietnam ou au Bénin, ce n’est pas la même chose que se retrouver au chômage en Suisse. Je ne minimise pas les problèmes des sociétés helvétiques ou européennes mais les capacités à faire face aux défis que représentent les surtaxes américaines ne sont pas les mêmes. Et dans l’Union européenne, il y a un autre élément qui entre en jeu lors des discussions sur les tarifs douaniers.

Lequel? Sur le Vieux-Continent, les négociations ne concernent pas seulement les questions de commerce international, il y a aussi des enjeux de sécurité. Les deux sont intimement liés. La participation des

Etats-Unis à l’OTAN ou son appui à l’Ukraine sont cruciaux. Il y a donc des dépendances qui dépassent les échanges commerciaux. Et puis, il y a une autre dynamique qui explique l’incapacité des pays à décrocher de meilleurs accords face à l’administration Trump.

«Le choc chinois n’a pas que des côtés négatifs. Il y a aussi de nombreux effets positifs pour les pays riches»

Qu’est-ce qui handicape ce processus de négociation? C’est la manière dont les pays envisagent ces discussions. Les opportunités d’un pays qui exporte ses produits vers les Etats-Unis dépendent bien évidemment des tarifs douaniers auxquels il fait ou fera face mais également de ceux

des autres nations qui y acheminent leurs marchandises. Cela veut dire que si à la fin des négociations, mon pays doit affronter 10% de surtaxe et un autre pays concurrent 30%, je vais m’estimer heureux alors qu’en réalité c’est un mauvais deal, surtout si on pense au fait qu’avant le 2 avril, ces tarifs tournaient autour de 2%. En quelque sorte les Etats-Unis divisent pour régner.

Du fait des tensions commerciales actuelles, avec les Etats-Unis, ou entre les Etats-Unis et la Chine, est-ce que vous vous attendez à voir progresser des blocs de coopération, qui ne veulent pas se positionner derrière ces deux grandes puissances? A l’OMC, il y a beaucoup de pays qui ne veulent pas réfléchir en termes de bloc américain ou chinois et qui refusent de devoir choisir. Bien sûr, si l’on examine les données, on constate une certaine tendance à la fragmentation selon des lignes géopolitiques. Le commerce entre la Chine et les pays affiliés aux Etats-Unis augmente plus lentement que les échanges dans le bloc de nations ayant plus d’affinités avec les Etats-Unis. Mais l’Inde par exemple, le

pays le plus peuplé du monde, ne veut pas se définir uniquement comme un allié des Etats-Unis ou de la Chine mais exister en tant que puissance indépendante. Lors d’une conférence, j’ai entendu quelqu’un parler du concept de «multipolarité dynamique», que je trouve très pertinent et qui fait que le monde sera plus désordonné. Il y aura différentes constellations de pays en fonction des intérêts d’une nation. Cela veut dire que vos partenaires en matière de sécurité ne seront peut-être pas les mêmes lorsqu’il s’agit des échanges commerciaux ou du changement climatique.

La globalisation est accusée de favoriser la perte d’emplois dans certains secteurs à la suite de délocalisations vers la Chine par exemple. L’OMC parle de la nécessité d’une «remondialisation» tenant compte des personnes les plus vulnérables. Comment peut-on y arriver? Il est vrai que la concurrence des importations en provenance de Chine a changé le marché du travail, notamment celui américain et que des milliers de personnes ont perdu leur emploi à cause de cela. Mais je pense qu’il est également important de comprendre la dynamique politique aux Etats-Unis. L’impact du commerce mondial sur le bien-être de votre population nationale dépend également des politiques intérieures complémentaires et des mesures sociales qui les protègent. Pensez à la Suisse, c’est une économie extrêmement ouverte et sujet à toutes sortes de chocs commerciaux, et pourtant l’inégalité y est loin d’être aussi importante que dans d’autres pays.

Il est également important de souligner un autre point: la montée en puissance de la Chine ces dernières décennies. Même dans les cercles académiques, nous avons tendance à parler du choc chinois comme s’il s’agissait d’un phénomène ayant seulement des côtés négatifs. Il est clair qu’il y en a. Mais il y a aussi de nombreux effets positifs pour les pays riches. Pouvoir acheter des articles bon marché en est un. La croissance de la Chine, devenue presque «l’usine du monde», a permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté. Et les entreprises occidentales ont profité de l’essor de ce marché pour y écouler leurs biens. La Chine a aussi donné l’espoir aux pays en développement du monde entier. Cela montre qu’il y a un moyen de progresser, notamment grâce au commerce basé sur des règles. Le taux de pauvreté dans les pays à revenus faible et intermédiaire, est passé de 40% en 1995 à 11% actuellement.

Mais comment corriger les inégalités que nous observons actuellement et qui poussent certaines personnes à voter pour des partis politiques d’extrême droite? Pour adresser les problèmes liés à la mondialisation, il y a différents moyens dont les mesures sociales mentionnées auparavant ainsi que la diversification des chaînes d’approvisionnement et des partenaires commerciaux. Ces dernières années, que ce soit durant la pandémie ou maintenant avec la guerre commerciale, une surdépendance envers la Chine, la Russie et les Etats-Unis s’est clairement fait remarquer. Cette diversification permettrait d’inclure des pays qui jusqu’à présent ont été quasi exclus du commerce international, et de ne plus dépendre autant d’un pays. La Suisse a une politique commerciale que je trouve intelligente: elle négocie avec les Etats-Unis, coopère avec la Chine et en même temps, le gouvernement signe des accords de libre-échange avec de nombreux autres pays. ■

INTERVIEW